

Document

(Extraits d'*Informations ouvrières* n°18 page 14, hebdomadaire du POI)

CRISE ÉCONOMIQUE • Nostalgie d'un passé à jamais révolu ou tromperie délibérée ?

Un nouveau "Bretton Woods financier" peut-il sauver le capitalisme de sa crise ?

Alors que la crise du système fait rage, les gouvernements, experts et économistes tentent, en injectant des milliers de milliards de dollars et d'euros, de trouver une solution. Et comme toujours dans une crise, les idées les plus diverses surgissent. Il en est ainsi de l'idée de la convocation rapide d'un « Bretton Woods financier », dont deux économistes se sont faits les porteurs dans les colonnes du *Monde* (7 octobre), Christian de Boissieu et Jean-Hervé Lorenzi, présidents respectivement du Conseil d'analyse économique et du Cercle des économistes. D'autres « sommités » de l'économie ont fait de même dans d'autres publications, tels que Daniel Cohen, professeur à l'École normale supérieure, dans le magazine *Challenges* (2 octobre). Sarkozy, au soir du sommet de l'Ecofin, lance lui aussi l'idée d'une « *nouvelle architecture de la finance internationale* ». De quoi s'agit-il ? Quel sort la crise actuelle peut-elle réserver à ces « solutions » de docteur Diafoirus de la finance ?

Bretton Woods a été en premier lieu, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, la mise en place d'un système monétaire international fondé sur la reconnaissance du seul dollar comme moyen de paiement international. Mesure radicale, qui, dans un monde dévasté par la guerre, consacrait la suprématie de l'impérialisme américain, seul pays à avoir des réserves d'or importantes et un appareil productif intact.

Mais aujourd'hui, dans la tourmente qui secoue le monde entier — et qu'il faut appeler par son nom : la crise du système capitaliste lui-même —, aucun pays, pas même le plus puissant, les Etats-Unis, n'est épargné. Le sauve-qui-peut auquel on assiste en ce moment n'offre à aucun d'eux la moindre possibilité d'imposer un « nouvel ordre économique mondial ».

S'il est une chose que cette situation rend plus actuelle que jamais, c'est l'actualité de la lutte pour en finir avec le système de la propriété privée des moyens de production.

Pierre Cize

1.- Qu'est-ce que Bretton Woods ?

C'est à Bretton Woods, petite ville de l'Etat américain du New Hampshire, que s'est tenue du 1^{er} au 22 juillet 1944 une conférence réunissant les représentants de 44 pays afin d'étudier les moyens de réorganiser les échanges internationaux, sérieusement malmenés par 15 ans de crises et de guerres depuis la crise de 1929.

La mesure phare de cette conférence avait été la mise en place d'un système monétaire international fondé sur la reconnaissance du seul dollar comme moyen de paiement international, la devise américaine étant la seule pouvant être convertie en or au taux de 35 dollar pour une once d'or.

Toutes les autres monnaies du monde se déterminaient par rapport au dollar par un système de change fixe.

Cette mesure consacrait la suprématie de l'impérialisme américain, seul pays à avoir des réserves d'or importantes et un appareil productif intact.

Derrière l'institution de la suprématie du dollar, il s'agissait de régler les rapports de domination de l'impérialisme américain sur les autres impérialismes.

Il s'agissait également, dans le contexte des accords de partage du monde scellés par les conférences de Yalta et Potsdam qui se tinrent l'année suivante, de remettre sur pied des Etats européens et japonais sortis exsangues de la guerre, dans le seul but de contrer la vague révolutionnaire d'après-guerre.

Tentative pour laquelle les Etats-Unis trouvèrent un allié de choix avec les dirigeants de l'URSS, dont les représentants appuyèrent les propositions américaines de Bretton Woods. Lors de cette conférence fut créé le Fonds monétaire international (FMI), sorte de fonds de réserve destiné à stabiliser les taux de change.

Dès le départ, il s'est affirmé comme un véritable gendarme mondial destiné mettre les pays membres « dans le chemin des "choix économiques rationnels" », comme disait l'un de ses directeurs généraux, Jacques de La Rosière, en 1981.

Il joua particulièrement ce rôle vis-à-vis des pays endettés avec ses tristement célèbres « politiques d'ajustement structurel », utilisant la dette comme levier pour piller ces pays et détruire les conquêtes qu'ils avaient pu obtenir.

Une politique qui s'est exercée également à l'encontre des pays industrialisés, relayée, pour ce qui est de l'Europe, par la Communauté économique européenne (CEE), puis l'Union européenne.

A cette même conférence, la Banque mondiale fut créée, afin d'épauler le FMI dans la mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel essentiellement à destination des pays « en voie de développement ».

Il fut également question de créer à cette occasion une organisation mondiale du commerce, destinée à instaurer le « libre-échange » dans les relations économiques mondiales.

Ce projet ne prit forme qu'en 1995 avec la création de l'OMC, après 50 ans marqués par les discussions menées dans le cadre du GATT (1), cadre de tractations fondé en 1947 sur initiative de la conférence de Bretton Woods.

1- GATT : General Agreement on Tariffs and Trade (Accord général sur les tarifs et le commerce).

2.- Les accords de Bretton Woods ont éclaté en 1971. Pourquoi ? Que s'est-il passé ?

Le 15 août 1971, le président américain, Richard Nixon, décrète la fin de la convertibilité du dollar en or, ainsi que sa dévaluation.

Les accords de la Jamaïque de janvier 1976 scelleront l'abandon définitif du système de Bretton Woods. Depuis 1973 déjà, les monnaies étaient dans un régime de change flottant dominé par un dollar n'étant plus convertible en or.

En fait, avec les accords de Bretton Woods, les Etats-Unis étaient devenus le « banquier du monde ». Le dollar étant la seule monnaie « valable » pour les échanges de marchandises et de capitaux, des masses énormes de ces dollars ont été créées et détenues en dehors des frontières du pays. Ce sont les fameux « eurodollars », qui furent à l'origine d'un des premiers marchés spéculatifs de l'après-guerre. Alors que son cours était officiellement à 35 dollars l'once, la devise américaine se négociait déjà à presque 50 dollars l'once au plus haut des vagues spéculatives des années 1960. Après sa dégringolade consécutive à la décision de 1971, il n'est jamais passé en dessous de 250 dollars l'once.

A cela s'ajoutaient les masses de dollars injectées dans l'économie d'armement (guerres de Corée et du Vietnam, course aux armements, etc.), véritable moteur de la « croissance » de l'après-guerre. Enfin, la reconstruction des économies européennes et japonaise étant terminée, ces économies devenaient des concurrents des Etats-Unis, bridés par une parité fixe du dollar avec l'or les empêchant d'utiliser l'arme de la dévaluation pour gagner des parts de marché.

Tout cela a joué à l'époque — début des années 1960 — comme autant d'effets déstabilisateurs du système mis en place à Bretton Woods ; et c'est ce qui mènera à son éclatement en 1971.

Depuis ce « putsch » monétaire, le dollar joue le rôle de monnaie universelle (peu concurrencée par les autres monnaies, y compris l'euro), mais une monnaie universelle non pas parce qu'elle « vaut » une certaine quantité d'or, mais parce qu'elle est la monnaie de l'économie dominante, imposant aux autres économies capitalistes ses fluctuations sur le marché des changes.

« *Le dollar est notre monnaie, c'est votre problème* », disait John Connolly, le secrétaire d'Etat au Trésor de Nixon, en s'adressant aux concurrents, européens notamment, de l'impérialisme américain.

3.- Le véritable programme des capitalistes

Parler de « nouveau Bretton Woods » relève soit de la nostalgie d'un passé à jamais révolu, soit d'une tromperie délibérée.

Comme nous l'expliquions dans un précédent numéro d'Informations ouvrières(1), le système fondé sur la propriété privée des moyens de production est miné par une contradiction qui se manifeste par le fait que les capitaux cherchent d'autres voies pour se valoriser, les voies de la spéculation, de l'économie d'armement.

C'est cette contradiction qui est à l'origine de 1971. La rupture du lien entre dollar et or avait été rendue nécessaire parce qu'elle débridait les émissions de dollars nécessaires au capital financier pour tenter de se valoriser.

Revenir à un « Bretton Woods », à « un système monétaire mondial digne de ce nom », comme le réclame l'économiste Daniel Cohen, c'est comme dire à un malade atteint du cancer que le meilleur moyen de guérir, c'est de rêver au moment où il était en bonne santé.

Les économistes Lorenzi et de Boissieu appellent pour leur part à un « Bretton Woods » financier, pour lequel « *l'Europe doit être en flèche* », admettant néanmoins l'impossibilité « *avant longtemps* » d'un retour à un régime de change « stable ». Quels en seraient les objectifs ?

Loin des élucubrations sans avenir sur un “nouveau Bretton Woods”

D'abord, appeler les capitalistes à « l'autorégulation », à la mise en place de « codes de bonne conduite », en évitant au tant que possible toute réglementation. Que le régime d'exploitation capitaliste continue, mais de façon éthique et par l'autodiscipline ! Ensuite, nos économistes de mandent à ce que le FMI soit armé pour « *la prévention, la détection avancée et la cogestion des crises bancaires et financières de nature systémique* ».

Il s'agirait de colmater les brèches sans intervenir sur l'origine des brèches, en somme.

Enfin, le FMI devrait selon eux être doté d'un « *pouvoir réglementaire en matière bancaire et financière* », qui, certes, se heurterait à « *la résistance des Etats au nom de la souveraineté nationale (ou plutôt ce qu'il en reste...)* ». Les pays soumis aux diktats du FMI, création des accords de Bretton Woods, savent que cette institution a une très longue expérience de remise en cause de la souveraineté nationale et en subissent toujours les terribles conséquences.

C'est ce programme que proposent d'appliquer ces deux économistes, et pour lequel l'Union européenne doit jouer un rôle moteur.

Tout cela ne se retrouve-t-il pas derrière la réunion du G 7 de vendredi dernier et celle de l'Eurogroupe de dimanche dernier, derrière les déclarations du directeur général « socialiste » Strauss-Kahn ?

Avec quelles solutions ?

Lever massivement des capitaux pour renflouer les banques et les spéculateurs, utiliser les fonds publics pour sauver le système financier, « aider » les entreprises et les ménages à continuer à s'endetter.

Et supprimer des centaines de milliers d'emplois, écraser encore et encore plus les salaires, faire payer les ménages américains expulsés de leur logement...

Loin des élucubrations sans avenir sur un « nouveau Bretton Woods », le voilà, le véritable programme des capitalistes.

(1) *Informations ouvrières*, n° 16 (2410), 2 octobre 2008.